Bidaya

Environnement et inégalités dans **le monde arabe**

Appel à contributions

Bidaya n°6



PROPOSITIONS AVANT LE

29 Janvier 2027

bidaya@carep-paris.org

Argumentaire

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), ainsi que le bassin méditerranéen, figurent parmi les territoires les plus exposés aux conséquences des dérèglements environnementaux. Face aux fluctuations extrêmes de température, à l'élévation du niveau de la mer, aux modifications des régimes de précipitations et à l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, cette région, historiquement aride, est aujourd'hui encore plus marquée par le tarissement de ses ressources naturelles. Ces transformations environnementales touchent notamment les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'agriculture, fragilisant l'économie et la sécurité régionale. Si le dérèglement climatique et les dégradations environnementales sont sources de tensions majeures, ils sont également perçus comme de potentielles ruptures, permettant d'entamer une transition énergétique et de développer des modèles économiques durables.

Ce numéro spécial de la revue *Bidaya* se donne une double ambition : documenter les mutations environnementales que connaît cette région, et d'en proposer une analyse critique. Il appelle ainsi, d'une part, des contributions dressant un état des lieux des dégradations environnementales et de leurs effets sur les sociétés de la région ; d'autre part, des travaux interrogeant de manière critique les causes et les conséquences de ces dégradations. Cette double approche prolonge deux traditions de recherche. Le champ académique s'est d'abord structuré autour d'une analyse descriptive des impacts environnementaux, centrée sur la rareté des ressources et les risques sécuritaires et économiques qu'ils induisent. Un second corpus mobilise l'écologie politique (Blaikie & Brookfield, 1987 ; Gautier & Benjaminsen, 2012) pour examiner les rapports de pouvoirs, les conflits et les inégalités historiques qui façonnent les processus écologiques. Définie par Robbins (2019) comme une " communauté de pratique " (*community of practice*), l'écologie politique cherche à identifier les causes des problèmes plutôt que leurs symptômes, en interrogeant "la matérialité de la terre, les moyens de subsistance, ainsi que la construction discursive de la rareté et de la résilience" (Jadaliyya, 2026), au-delà de l'érosion des sols ou le déclin de la biodiversité.

C'est en articulant ces deux perspectives, l'une descriptive, l'autre critique, que ce numéro entend apporter un éclairage nouveau, à travers trois déplacements conceptuels. D'abord, il s'agit d'analyser la répartition et la gestion des ressources naturelles de la région. Nous proposons d'établir une réflexion autour de la diminution des ressources naturelles (eau, énergie et terres agraires) et les modalités de leur répartition. Nous souhaitons également interroger la matérialité des infrastructures (générateurs privés, usines de dessalement, réseaux informels) comme des lieux de reconfiguration politique, économique et sociale. Ensuite, nous suggérons d'explorer le lien entre dégradation environnementale et inégalités spatiales dans la région. Pour ce faire, nous invitons à étudier comment la militarisation, l'occupation et les pollutions industrielles produisent une « violence lente » (*slow violence*) (Nixon, 2011), qui s'inscrit durablement dans les corps, les sols et les géographies du quotidien, et contribue à renforcer les inégalités structurant ces sociétés. Enfin, nous aimerions proposer une réflexion autour des stratégies d'adaptation et le recours aux technosolutionnisme. Nombreux sont en effet les pays du monde arabe qui ont engagé une modernisation technologique pour répondre au changement climatique, à l'image du Maroc avec son "Green Deal". Sans céder au techno-pessimisme, ce numéro cherche à examiner la portée de ces grands projets d'adaptation étatique, tout en accordant également une place centrale aux savoirs locaux et aux mobilisations citoyennes qui se déploient autour d'eux. Deux questions animent cette réflexion : dans quelle mesure le techno-solutionnisme fragilise-t-il les pratiques écologiques vernaculaires et subalternes ? Réciproquement, dans quelle mesure, l'écologie politique en surestime-t-elle la portée de ces pratiques, alors que nombre de ces pratiques sont elles-mêmes fortement inégalitaires ?

En croisant les perspectives des sciences humaines et sociales, ce sixième numéro de la revue *Bidaya* cherche ainsi à offrir une grille de lecture descriptive et critique des dérèglements environnementaux dans le monde arabe. Aussi, nous valorisons particulièrement les enquêtes informées par un matériau empirique inédit. Les propositions de jeunes chercheurs.es et doctorant.e.s s'inscrivant dans les quatres axes de recherches ci-dessous sont particulièrement encouragées, en notant que ces pistes de recherche ne sont pas exhaustives.

Axe 1: Etat, finance et politique environnementale

Cet axe invite à interroger la manière dont les États s'emparent de la question environnementale, et les circuits financiers qui accompagnent cette appropriation. Les revendications écologiques, en raison de leur portée mobilisatrice, sont en effet reprises, voire instrumentalisées, par des partis politiques et des acteurs étatiques (Karagiannis, 2024) qui produisent des discours et établissent des projets marqués par un certain degré de *greenwashing*. Dans les pays du Golfe, le "vert" apparaît aussi comme un levier de diversification économique, qui prépare l'après-pétrole tout en renforçant l'influence de ces pays. Cette dynamique participe à la reconfiguration des inégalités au sein des mondes arabes. En effet, certains Etats ont les capitaux pour investir dans les technologies de transition, tandis que d'autres, à l'instar du Maroc ou de la Jordanie, doivent mettre leurs ressources (terres, eau, etc.) à disposition pour prendre part à cette course. Ces derniers accèdent ainsi à des financements au prix d'une position de dépendance, comme le montre la pratique de l'accaparement des terres arables, bien connu au Maroc et en Egypte, et qui reconfigure les dynamiques Sud-Sud. La gestion des ressources rares recompose également les relations entre Etats de la région. Elle est tantôt abordée sous l'angle sécuritaire, où le contrôle des ressources est perçu comme un enjeu de coopération, de souveraineté et de rapport de force, à l'instar d'Israël, pour qui le Golan et le Litanie constituent des enjeux hydriques et qui a fait de la question de l'eau un outil de normalisation forcé et d'influence régionale. Dans quelle mesure, l'écologie devient ainsi un enjeu de légitimation et de souveraineté ? Quels effets ces politiques ont-elles sur les populations locales ? Comment ces discours de *greenwashing* s'articulent-ils avec ceux formulés par les Etats occidentaux ? Dans quelle mesure est-ce que ces politiques étatiques durables renforcent ou affaiblissent les objectifs de justice climatique ?

Axe 2 : Dégradations environnementales, conflits et vulnérabilités

Cet axe invite des contributions qui examinent l'impact des dégradations environnementales sur le vivant, qu'elles soient le produit d'activités industrielles (Alkhudary, 2026) ou de conflits armés (Zeybek 2025 ; Henig 2019 ; Yıldırım, 2024). Les industries fossiles, les pesticides et les activités urbaines conduisent à une pollution des eaux, des terres et de l'air qui nuit de façon disproportionnée aux populations vulnérables. Ainsi, le Caire, Téhéran, Manama, Muscat et Baghdad figurent régulièrement parmi les villes les plus polluées selon le classement IQAir. Par ailleurs, l'environnement devient aussi de plus en plus une cible prioritaire dans les guerres récentes comme au Liban-Sud où l'emploi du phosphore blanc par l'armée israélienne et le ciblage des sources de subsistance s'ajoutent à la destruction systématique d'airs urbaines et culturelles en aggravant la problématique du déplacement des populations. Comme à Gaza, cet anéantissement écologique conduit à analyser ces usages sous le prisme de l'écocide. L'ensemble de ces violences, liées aux conflits comme aux activités industrielles, produisent des dégradations aux conséquences silencieuses et lentes (Carson, 1962 ; Nixon, 2011), se propageant au sein des corps et des paysages dans un temps

long (Griffiths & Rubaï, 2025). Leur évaluation et leur suivi constituent un enjeu à la fois scientifique, juridique et politique majeur qu'il s'agit de mettre en lumière.

Les contextes d'occupations coloniales, passés et présents, ont donné lieu à des segmentations territoriales : certains espaces et espèces sont protégés et conservés, tandis que d'autres sont détruits (Braverman, 2023) instaurant une forme de nécropolitique (Mbembé, 2019). Ces enjeux ont notamment été étudiés en Cisjordanie et dans l'Algérie coloniale, où la création de zones protégées a modifié l'accès des populations locales aux ressources (Davis, 2011). Ces cas invitent à examiner les relations entre conservation, usage des sols et droits d'accès.

Comment caractériser et penser la destruction et la segmentation environnementale liées aux conflits et aux activités industrielles ? Qui les mesure, détermine et quantifie ? Sur quels normes et outils s'appuient-ils ? Que distingue les termes écocide, futuricide (Latte Abdallah, 2025), nakba environnementale, *envirocide* (Kreike, 2021) ? De quelle portée légale disposent ces concepts ? Quels dispositifs de prévention, de réparation et de protection des populations vulnérables existent ou pourraient être mis en place ?

Axe 3 : Inégalités environnementales, intersectionnalités et stratégies d'adaptation

Cet axe appelle à des contributions qui s'attachent à comprendre les inégalités environnementales à la fois comme un héritage de rapports de domination historiques (coloniaux, territoriaux, économiques, etc.), mais aussi comme le produit de politiques publiques discriminatoires que le dérèglement climatique accentue (Daoust & Selby, 2023 ; Daoudy, 2020). Ici, nous invitons à examiner la répartition des charges toxiques (décharges à ciel ouvert, générateurs diesel, zones industrielles), des violences environnementales (produites par les activités industrielles comme par les conflits) et des catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, élévation du niveau de la mer) à l'intersection des inégalités confessionnelles, de race, de classe et de genre.

Par ailleurs, cet axe pourrait également accueillir des contributions portant sur les différentes stratégies d'adaptations qui surgissent face aux dégradations environnementales, allant des technosolutionnismes portés par des entreprises auxquels les États ont confié des marchés (dessalement, panneaux solaires, éolien, hydrogène vert, etc…), aux pratiques vernaculaires (agriculture non extractive), en passant par des stratégies d'optimisation informelle (générateurs et panneaux solaires privés) (Verdeil, 2009 ; Chaplain, 2023). En quoi est-ce les mobilités peuvent également être comprises comme des stratégies d'adaptation ? Dans quelle mesure est-ce que les technologies vertes pallient au tarissement des ressources ? A qui profite ce technosolutionnisme ? En quoi est-ce que ces modalités d'adaptation illustrent le recul de l'Etat à l'ère du néolibéralisme ?

Axe 4. Résistances, mobilisations sociales et futurs alternatifs

Cet axe invite à analyser les modalités d'action collective face aux dégradations environnementales, qu'elles soient explicitement revendiquées comme écologiques ou qu'elles le soient de manière implicite. Ces résistances prennent la forme de mobilisations sociales d'ampleur, comme celles observées à Beyrouth (mouvement « Vous puez », été 2015), à Gabès (coalition StopPollution, octobre 2025) ou à Rabat (« GenZ 212 »), qui dénoncent conjointement les atteintes à l'environnement, la corruption et les inégalités. Elles s'expriment aussi à travers un activisme environnemental structuré (Sowers, 2013), dont les formes varient selon les contextes politiques : en contexte autoritaire, notamment dans certains pays du Golfe, il doit composer avec des espaces d'expression restreints et emprunte des canaux spécifiques (associations, expertise, réseaux sociaux, médias alternatifs). Ces résistances se déploient également au quotidien, à travers des pratiques écologiques ordinaires

(Stamatopoulou-Robbins, 2019 ; Shqair et al., 2022), qui s'incarnent notamment dans le secteur agricole : plantation et conservation de semences locales (semences *baladi*), réhabilitation de techniques d'irrigation ancestrales et la transmission de savoirs vernaculaires. Ces pratiques, qualifiables de *place-based* ou d'« encastrées » (*embedded*), permettent une reconnexion sensible au territoire (Latte Abdellah, 2024 ; Ruck et Hatimy, 2025) et remettent en cause la séparation entre formes de vie humaines et non humaines (Simaan, 2017). Les espaces qu'elles façonnent, régis par des normes coutumières, sont identifiés comme particulièrement résilients face aux incertitudes climatiques, car leur gestion repose sur une approche *bottom-up* et sur une compréhension fine des systèmes écologiques (Plieninger et al., 2023). Elles contribuent ainsi à la continuité de la vie malgré la violence (Khayyat, 2022) et rappellent que, même en temps de crise, la nature peut être source de renouvellement (Tsing, 2015). Le secteur associatif et culturel occupe aussi une place importante : bibliothèques de semences, archives vivantes et initiatives artistiques participent à la sauvegarde et à la circulation de ces savoirs, et contribuent ainsi à faire émerger de nouveaux horizons. Quelles leçons tirer de ces mobilisations et de ces pratiques ? Comment permettent-elles d'imaginer des futurs alternatifs ? Des perspectives comparatives peuvent-elles être établies entre les mondes arabes et d'autres aires géographiques marquées par des formes de résistance similaires ?

Axe 5 : Diplomatie environnementale et enjeux sécuritaires

Cet axe invite à analyser la manière dont les États de la région font de l'environnement un instrument de politique étrangère et de branding. Les conférences climatiques, à l'instar de la COP27 égyptienne, de la COP28 émirienne ou de la COP31 turque, ainsi que les initiatives régionales (Middle East Green Initiative, Saudi Green Initiative), constituent autant de scènes de légitimation. Elles permettent à ces États de relativiser leur impact environnemental, tout en se présentant comme des acteurs responsables de la gouvernance climatique mondiale. Ces dispositifs s'inscrivent aussi dans la promotion d'une « sécurité environnementale commune » (Shqair, 2023), qui intègre Israël. On peut se demander dans quelle mesure cette notion accompagne la normalisation de ses relations avec les États de la région. Il s'agira d'interroger les promoteurs et les bénéficiaires d'un tel rapprochement, engagé au nom de la lutte contre le changement climatique : l'environnement fonctionne-t-il comme un vecteur de dépolitisation de la coopération, au détriment de la question palestinienne ? La diplomatie environnementale égyptienne mérite également une attention particulière. Depuis la COP27 de Charm el-Cheikh, l'Égypte s'emploie à se positionner en porte-voix des pays du Sud sur l'adaptation et le financement climatique, tout en articulant ces enjeux à ses priorités sécuritaires et économiques : sécurité hydrique et dossier du Nil, sécurité énergétique et gaz de Méditerranée orientale, attraction des investissements dans l'hydrogène vert. Les contributions pourront examiner comment ces registres s'articulent, et ce que le cadrage « climatique » ou « environnemental » apporte à la légitimité internationale et intérieure du régime. L'axe porte également sur la place ambiguë des pétromonarchies dans la justice climatique. Bailleurs croissants de la transition du Sud global, elles sont aussi de grands exportateurs d'hydrocarbures, donc parties prenantes du « tort systémique » (systemic wrong) généralement imputé aux pays développés. Comment revendiquent-elles le statut de partenaires du Sud, voire de créanciers climatiques, sans endosser la responsabilité historique du Nord ? Nous encourageons par ailleurs les contributions portant sur l'impact de la guerre israélo-américano-iranienne sur cette stratégie de diplomatie « verte » régionale. Comment l'architecture sécuritaro-environnementale se reconfigure-t-elle au prisme du conflit ? Comment la vulnérabilité des États du Golfe face à la dégradation d'infrastructures vitales, telles que les usines de dessalement, contribue-t-elle à la naturalisation de ces technologies, désormais pensées comme des ressources naturelles à part entière ? L'axe invite enfin à étudier les politiques de branding environnemental, c'est-à-dire la fabrique d'une image « verte » des États et des projets. Les villes dites « durables », de

Masdar City (Günel, 2019) à NEOM, en passant par la nouvelle capitale administrative égyptienne, sont à la fois des vitrines diplomatiques et des instruments de légitimation des régimes autoritaires (Stadnicki, 2026 ; Sowers, 2013). Ce discours, qui associe développement durable et grands projets, permet en outre aux États d'attirer des investissements considérables, eux-mêmes présentés comme « verts ».

Calendrier indicatif et modalités de soumission

Les propositions doivent être envoyées à l'adresse suivante : **bidaya@carep-paris.org**
Date limite d'envoi des propositions : 29 janvier 2027

29 janvier 2027 - Soumission des propositions (résumés de 500 mots max avec 5 références-clé, accompagné d'une courte biographie)

26 février 2027 - Notification aux auteur/trices

30 avril 2027 - Envoi des articles complets* (entre 30 000 et 50 000 signes)
**Les articles complets doivent respecter la charte éditoriale de la revue Bidaya accessible ici : https://carep-paris.org/ligne-editoriale/le-dossier-central/*

Mai/Juin 2027 - Évaluation par les pairs

Juillet/Août 2027 - Retour auteur pour V2

Fin Septembre 2027 - Acceptation finale du manuscrit pour publication

Octobre - Décembre 2027 - Phase éditoriale

Publication du numéro : Février 2028

Bibliographie sélective

Benjaminsen, Tor A.. et al. « Qu'est-ce que la "political ecology" ? ». Natures Sciences Sociétés, 2009/1 Vol. 17, 2009. p.3-11. CAIRN.INFO, stm.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2009-1-page-3?lang=fr.

Blaikie, Piers, and Harold Brookfield. *Land Degradation and Society*. Methuen, 1987.

Braverman, Irus. *Settling Nature: The Conservation Regime in Palestine-Israel*. 1st ed., University of Minnesota Press, 2023, https://doi.org/10.1515/9781452969022.

Carson, Rachel. *Silent Spring*. Houghton Mifflin, 1962.

Chaplain, Alix. *Désintégration sociotechnique et territoriale au Liban : le cas de l'électricité.* 2023. Sciences Po, PhD dissertation. *theses.fr*, theses.fr/2023IEPP0055.

Daoudy, Marwa. *The Origins of the Syrian Conflict: Climate Change and Human Security*. Cambridge UP, 2020.

Daoust, Gabrielle, and Jan Selby. “Understanding the Politics of Climate Security Policy Discourse: The Case of the Lake Chad Basin.” *Geopolitics*, vol. 28, no. 3, 2023, pp. 1285-322, https://doi.org/10.1080/14650045.2021.2014821.

Davis, Diana K. "Imperialism, Orientalism, and the Environment in the Middle East: History, Policy, Power, and Practice." *Environmental Imaginaries of the Middle East and North Africa*, edited by Diana K. Davis and Edmund Burke III, Ohio UP, 2011, pp. 1–22.

Fressoz, Jean-Baptiste. *Sans transition : une nouvelle histoire de l’énergie*. Seuil, 2024.

Gautier, Denis, and Tor A. Benjaminsen, editors. *Environnement, discours et pouvoir : l'approche Political Ecology*. Éditions Quae, 2012.

Günel, Göçke. *Spaceship in the Desert: Energy, Climate Change, and Urban Design in Abu Dhabi*. Duke University Press, 2019, https://doi.org/10.2307/j.ctv1131f5h.

Hamouchene, Hamza, and Katie Sandwell, editors. *Dismantling Green Colonialism: Energy and Climate Justice in the Arab Region*. Pluto Press, 2023.

Hanieh, Adam. “Greening the Gulf? Renewables, Fossil Capitalism and the ‘East–East’ Axis of World Energy.” *Development and Change*, vol. 56, no. 4–5, 2025, pp. 957–81, https://doi.org/10.1111/dech.70006.

Henig, David. “Living on the Frontline: Indeterminacy, Value, and Military Waste in Postwar Bosnia-Herzegovina.” *Anthropological Quarterly*, vol. 92, no. 1, 2019, pp. 85-110, https://doi.org/10.1353/anq.2019.0003.

Henni, Samia, editor. *Deserts Are Not Empty*. Columbia Books on Architecture and the City, 2022.

Karagiannis, Emmanuel. *Why Islamists Go Green : Politics, Religion and the Environment*. Edinburgh University Press, 2023.

Kelley, Colin P., et al. “Climate Change in the Fertile Crescent and Implications of the Recent Syrian Drought.” *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 112, no. 11, 2015, pp. 3241-46, https://doi.org/10.1073/pnas.1421533112.

Khayyat, Munira. *A Landscape of War: Ecologies of Resistance and Survival in South Lebanon*. Duke UP, 2022.

Koch, Natalie. “AgTech in Arabia: ‘Spectacular Forgetting’ and the Technopolitics of Greening the Desert.” *Journal of Political Ecology*, vol. 26, no. 1, 2019, pp. 666–86, https://doi.org/10.2458/v26i1.23507.

Kreike, Emmanuel. *Scorched Earth: Environmental Warfare as a Crime against Humanity and Nature*. Princeton UP, 2021.

Kyungmee Kim, Tània Ferré Garcia, Climate Change and Violent Conflict in the Middle East and North Africa, *International Studies Review*, Volume 25, Issue 4, December 2023, viad053, https://doi.org/10.1093/isr/viad053

Latte Abdallah, Stéphanie. « Un futuricide en Palestine. » *Gaza. Une guerre coloniale*, sous la direction de Stéphanie Latte Abdallah et Véronique Bontemps, Actes Sud / Sindbad, 2025.

Latte Abdallah, Stéphanie. « Baladi. Un écologisme existentiel en Palestine. » *La Rose de Jéricho*, catalogue de l'exposition, sous la direction de A. Zahedi, Institut des Cultures d'Islam, 2024.

Plieninger, T., Abunnasr, Y., D'Ambrosio, U. et al. Biocultural conservation systems in the Mediterranean region: the role of values, rules, and knowledge. *Sustain Sci* 18, 823–838 (2023). https://doi.org/10.1007/s11625-022-01155-6

POLLEN Bilad as-Sham Node. "For a Political Ecology of Bilad as-Sham: Material Struggles, Colonial Legacies, and Agrarian Futures." *Jadaliyya*, www.jadaliyya.com/Details/47391.

Martinez-Alier, Joan. *L'écologisme des pauvres: Une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Les Petits Matins, 2014.

Mitchell, Timothy. *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*. U of California P, 2002.

Nixon, Rob. *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*. Harvard UP, 2011.

Robbins, Paul. *Political Ecology: A Critical Introduction*. 3rd ed., Wiley-Blackwell, 2019.

Rubaii, Kali, and Marcus Griffiths. "Deferral and Dispersal: The Military Violence of Post-War Clean-Up." *Human Organization*, 2025, https://doi.org/10.1080/00187259.2024.2429998.

Ruck, Isabel and Hatimy, Mohammed Ali. "Modernisation at any cost? Examining the ecological disembeddedness of Morocco's agricultural model", *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, Vol 106 (3), pp. 423–449, 2025. https://doi.org/10.1007/s41130-025-00240-5

Simaan, J. "Olive Growing in Palestine: A Decolonial Ethnographic Study of Collective Daily-Forms-of-Resistance." *Journal of Occupational Science*, vol. 24, no. 4, 2017, pp. 510-23, https://doi.org/10.1080/14427591.2017.1378119.

Shqair, Manal. "Arab–Israeli Eco-Normalization: Greenwashing Settler Colonialism in Palestine and the Jawlan". *Dismantling Green Colonialism*, edited by Hamza Hamouchene and Katie Sandwell, Pluto Press, 2023.

Shqair, Manal, and Mahmoud Soliman. "Rethinking the Everyday Domestic Sphere: Palestinian Women as Environmentalist and Anti-Colonial Warriors." *Community Development Journal*, vol. 57, no. 1, Jan. 2022, pp. 40-51, https://doi.org/10.1093/cdj/bsab052.

Stadnicki, Roman. *Au-delà de Dubaï*. L'Aube / Terre à terres, 2026.

Swyngedouw, Erik. *Social Power and the Urbanization of Water: Flows of Power*. Oxford UP, 2004.

Tsing, Anna. *The Mushroom at the End of the World. On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*. Princeton, Princeton University Press, 2015.

Verdeil, Éric. "Électricité et territoires : un regard sur la crise libanaise." *Revue Tiers Monde*, no. 198, 2009, shs.cairn.info/article/RTM_198_0421.

Yıldırım, Umut. « Resistant Breathing: Ruined and Decolonial Ecologies in a Middle Eastern Heritage Site », *Current anthropology*. 1 février 2024, vol.65 nº 1. p. 123‑149.

Zeybek, Sezai Ozan. *Animals, Justice, and the Politics of Violence: Shared Struggles in Turkey*. Palgrave Macmillan, 2025.

Ziadah, Rafeef. "Energy Normalisation and the Additive Transition: Renewables and Fossil Integration after the Abraham Accords." *Territory, Politics, Governance*, 23 July 2026, https://doi.org/10.1080/21622671.2026.2694550.